**Modèle d’arrêté**

***Portant attribution d’un congé pour exercer des fonctions de préparation et d'encadrement des séjours de cohésion du service national universel (agent contractuel)***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…* **-** **…** *(n° d’ordre)*

**portant attribution d’un congé pour exercer des fonctions de préparation et d'encadrement des séjours de cohésion du service national universel**

**à** *Madame ou Monsieur* **…** *(prénom et NOM de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article …[[1]](#footnote-1),

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.643-1,

**Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment ses articles 20 et 33,

Vu le contrat, d’une durée minimale de 18 mois, conclu le …,

Vu la demande de *Madame ou Monsieur*… *(prénom et NOM de l’agent)* par courrier en date du …, sollicitant le bénéfice d’un congé pour exercer des fonctions de préparation et d'encadrement des séjours de cohésion du service national universel,

Vu la convocation de l’autorité militaire en date du … plaçant *Madame ou Monsieur*… *(prénom et NOM de l’agent)* dans l’obligation de s’absenter de son service pour exercer des fonctions de préparation et d'encadrement des séjours de cohésion du service national universel du … au …,

Considérant que les nécessités de service ne sont pas incompatibles avec sa demande,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* est placé(e) en congé pour exercer des fonctions de préparation et d'encadrement des séjours de cohésion du service national universel à compter du … jusqu’au … *(date)[[2]](#footnote-2)*

**Article 2 :**

Pendant cette période de congé, l’agent percevra l’intégralité de sa rémunération.

**Article 3 :**

À l’expiration du congé, *Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)* est réaffecté(e) dans son ancien emploi dans la mesure où les nécessités de service le permettent et pour la période restant à courir avant le terme du contrat. Dans le cas où *il/elle* ne pourrait être réaffecté(e) dans son précédent emploi, il bénéficie d'une priorité pour occuper un emploi similaire assorti d'une rémunération équivalente.

**Article 4 :**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 5 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 6 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

*Cet arrêté n’est pas transmis au Représentant de l’Etat*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Dans la limite de 60 jours sur une période de 12 mois consécutifs.* [↑](#footnote-ref-2)